

1,3 milliard

C'est le nombre de personnes pauvres dans le monde, selon le Programme des Nations unies pour le développement.

COVID-19



INÉGALITÉS

# Les pauvres encore plus pauvres dans la foulée de la pandémie

Le dernier rapport de l'ONG Oxfam anticipe un basculement massif dans la misère à travers le monde, suite à l'épidémie du coronavirus. Les pays riches sont au pied du mur.

C'est l'autre conséquence épouvantable de la pandémie : l'extension de la pauvreté, le creusement des inégalités dans un monde déjà miné par ces fléaux... Un demi-milliard de personnes supplémentaires, entre 6 et 8 % de la population mondiale, pourraient basculer dans le dénuement, alerte Oxfam dans un rapport intitulé « Le prix de la dignité ». Une sombre perspective décrite « à l'approche de réunions décisives qui auront lieu la semaine prochaine entre la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) - virtuellement du 17 au 19 avril - et de la réunion des ministres des Finances du G20 le 15 avril ». L'ONG appelle les pays riches à l'adoption d'un « plan de sauvetage économique pour tous afin de maintenir les pays et les communautés pauvres à flot ». Ces derniers entrent d'ailleurs d'ores et déjà dans une crise économique avant même la crise sanitaire, qui s'annonce désastreuse vu les très faibles capacités de riposte.

Dans les seuls pays du Maghreb, des millions de travailleurs de l'ombre, sur les

marchés informels, se trouvent subitement confrontés à l'absence de revenus. La contrainte de confinement barre la route à des centaines de jobs au noir, vendeurs à la sauvette, gardiens de parking, femmes de ménage, manœuvres et autres emplois mille fois précaires. « Ils sont des millions à ne plus pouvoir aller dans la rue en quête de quelques sous pour les besoins de leurs familles, mais pas seulement », relève Robin Guittard, porte-parole d'Oxfam. Les économies de ces pays-là sont dès à présent ébranlées au plan macroéconomique. Quelque 83 milliards de dollars d'investissements étrangers ont déjà été retirés. Les cours des matières premières sont sensiblement en baisse, - 21 % pour le cuivre, - 61 % pour le pétrole et - 15 % pour le café il y a juste quelques jours, sans compter l'effondrement de l'activité touristique et... les hausses des taux d'intérêt à plus de 3,5 %. La spirale est vertigineuse, de nature à enrainer les pays pauvres dans le sous-développement.

Dès lors, la réponse se doit d'être « rapide et massive », insiste le porte-parole. L'ONG recommande l'annulation des paiements de la dette redevable à brève échéance à hauteur de 400 milliards de dollars pour les pays à faibles revenus, « de l'argent qu'ils pourront investir dans les politiques d'urgence face à la pandémie ».

L'acquisition des moyens de protection représente en effet des dépenses colossales, qui plus est sur des marchés tendus. Les stratégies sanitaires à mettre en place sont autrement plus coûteuses que celles des pays nantis. Nul doute que les manœuvres budgétaires pour y parvenir vont laisser sur le carreau des millions de personnes.

## La régression pourrait être d'une dimension catastrophique

De façon globale, si rien n'est fait, la régression pourrait être d'une dimension catastrophique, estime Oxfam, dont les récentes analyses éclairent le chemin escarpé qu'emprunte désormais l'humanité tout entière.

« Cela pourrait constituer à l'échelle mondiale un recul de dix ans dans la lutte contre la pauvreté, et un recul de trente ans dans certaines régions comme en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord. Plus de la moitié de la population mondiale pourrait désormais vivre sous le seuil de pauvreté à la suite de la pandémie », souligne le rapport.

## Dans les circuits des économies libérales, l'argent coule à flot

Inévitablement, c'est aussi l'inégalité qui va se creuser davantage partout dans le monde. « Les travailleurs et travailleuses les plus pauvres dans les pays riches et pauvres seront les premiers impactés économiquement car ils sont moins susceptibles d'occuper un emploi formel, de bénéficier de protection sociale, de percevoir une indemnité chômage ou maladie ou d'avoir la possibilité de télétravailler. Et les femmes, en première ligne de la mobilisation face au virus, sont susceptibles d'être les plus durement touchées financièrement », selon l'ONG. « Le prix de la dignité » est ainsi évalué à l'aune des responsabilités des pays riches envers le reste du monde. Oxfam énumère une série de mesures (lire ci-contre), dont l'institution d'impôts « de solidarité d'urgence en taxant les bénéfices extraordinaires, les plus grandes fortunes, les produits financiers spéculatifs et les activités ayant un impact négatif sur l'environnement ».

Une chose est sûre, l'argent coule à flots dans d'innombrables circuits des économies libérales. Son usage à des seules fins d'enrichissement exponentiel de nababs est un manque à gagner pour le progrès social. Si l'on suivait l'ONG sur l'annulation des échéances de dette immédiate afin de fournir de la trésorerie aux pays pris à la gorge dans le contexte de la pandémie, « le Ghana pourrait fournir 20 dollars par mois à chacun des 16 millions d'enfants, de personnes handicapées et de personnes âgées du pays pendant six mois », précise-t-on. Le pays s'en sortirait ainsi provisoirement si ses créanciers s'acquittent de ce « prix de la dignité ». Mais il verra peut-être un jour le bout du tunnel, à la seule condition d'une rupture radicale avec le schéma actuel des relations Nord-Sud, hors du pillage des ressources, de l'échange inégal et de la pression de l'endettement. Même vaincu, le coronavirus laissera cette exigence intacte. ■

60% DES TRAVAILLEURS DANS LE MONDE APPARTIENNENT AU SECTEUR INFORMEL ET N'ONT AUCUNE PROTECTION SOCIALE.

## La France connaît sa plus forte récession depuis 1945

Le chômage partiel touche désormais un salarié du privé sur quatre, soit 5,8 millions de personnes.

C'est officiel, la France est entrée en récession. Après un quatrième trimestre 2019 dans le rouge (- 0,1 %), l'arrivée du Covid-19 et les mesures de confinement ont accéléré la chute. Selon la Banque de France, au premier trimestre, l'activité a réalisé un gigantesque plongeon (- 6 %), soit la pire performance trimestrielle enregistrée depuis 1945. « Il faut remonter au deuxième trimestre 1968, marqué par les événements du mois de mai, pour retrouver une baisse trimestrielle de l'activité du même ordre de grandeur », analyse-t-elle dans sa note de conjoncture. Le PIB avait alors chuté de 5,3 %, avant de repartir à 8 % le trimestre suivant. Or, un scénario de rebond rapide à l'issue de ce confi-

nement, poussé par la reprise de la consommation, est désormais balayé par la majorité des économistes. Ainsi, « la croissance sera fortement négative en 2020 », assure le gouverneur de la Banque de France. D'autant que la prévision est « un minimum », à en croire la cheffe économiste de l'OCDE, interrogée sur France Inter. Celle-ci pouvant être aggravée par la baisse de la demande extérieure et d'autres perturbations sur les chaînes de valeur. Mardi, la ministre du Travail confirmait l'impact social du choc, en annonçant que le chômage partiel touchait désormais un salarié du privé sur quatre, soit 5,8 millions de personnes.

Selon la Banque de France, « chaque quinzaine de confinement nous coûte à peu près 1,5 % de niveau de PIB annuel et 1 % de déficit public supplémentaire ». Une estimation qui « ne doit pas être

extrapolée abusivement », l'intensité des effets du confinement pouvant évoluer à mesure qu'il s'allonge. Selon son enquête réalisée auprès des chefs d'entreprise, l'activité aurait accusé une baisse de 32 % durant la première quinzaine de confinement, ce qui rejoint l'estimation de l'Insee (- 35 %). La construction (- 75 %), le commerce, les transports, l'hébergement et la restauration (- 65 %) sont les secteurs les plus touchés. Dans l'industrie, le taux d'utilisation des capacités de production est passé de 78 % en février à 56 % en mars, soit le plus bas niveau jamais enregistré. En comparaison avec la crise financière de 2008, le choc est environ 1,5 fois plus important au premier trimestre 2020 qu'au quatrième trimestre 2008 dans l'industrie et environ 4 fois plus dans les services marchands. ■

CLOTILDE MATHIEU

NADJIB TOUAIBIA



**CRISES EN CHAÎNE**

« Il faut éviter que cette crise de santé publique ne déclenche une crise alimentaire. »

**Qu Dongyu** Directeur général de l'ONU pour l'alimentation

**REGAIN DE PAUVRETÉ EN ASIE**

Avec l'effondrement de la croissance, entre 11 et 24 millions de personnes en Asie vivront sous le seuil de pauvreté en disposant de moins de 5,50 dollars par jour, selon la Banque mondiale.



**New Delhi (Inde), le 25 mars.** Selon l'ONG, plus de la moitié de la population mondiale pourrait désormais vivre sous le seuil de pauvreté. Yawar Nazir/Getty Images/AFP

## Pluie de monnaie, oui mais sous conditions

Dans son « plan de sauvetage universel », Oxfam pointe l'urgence du moment et met l'accent sur le recours à une création monétaire pour le plus grand nombre.

**L**e grand mérite des propositions d'Oxfam est de souligner le besoin d'agir vite et de mettre en œuvre des réponses aussi urgentes que radicales dans les crises sanitaire et économique qui s'amplifient autour du Covid-19. L'ONG s'inquiète, à juste titre, de voir les mesures prises jusqu'alors s'aligner sur les recettes mises en œuvre au lendemain du krach financier de 2008. Son « plan de sauvetage universel » insiste sur le besoin de ne plus privilégier « le renflouement » des plus gros acteurs du marché, mais au contraire de voler au secours « des salariés et des particuliers, des petites entreprises », qui vont subir l'essentiel du choc de la très forte récession entamée.

Oxfam dénonce les choix qui ont conduit à transférer jadis une énorme dette privée sur le public pour pratiquer par la suite « autant de politiques d'austérité ». La même méthode inspire, de fait, déjà les grands plans dits de relance tant aux États-Unis qu'en Europe. L'ONG souligne que sa mise en œuvre aurait, cette fois, pour conséquence de « nous ramener en arrière

de plusieurs décennies » dans le traitement de la pauvreté et de la faim dans le monde. Pour faire face, il faudrait au contraire, plaide Oxfam, « utiliser la création monétaire » et exiger du FMI qu'il émette quelque « 1000 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux » (DTS), soit une monnaie internationale constituée à partir d'un panier de plusieurs grandes devises.

### « Respecter les objectifs des accords de Paris sur le climat »

Le chercheur marxiste Paul Boccara avait relevé de longue date l'intérêt de ces DTS pour commencer de mettre en place une vraie monnaie commune mondiale, alternative au dollar tout-puissant, et derrière lui à la funeste domination de Wall Street. Oxfam, qui relève à sa manière tout l'intérêt d'une telle option, y voit un relais pour financer un soutien de survie aux petites entreprises et à des centaines de millions de salariés.

Pour l'Europe, l'ONG développe également le bien-fondé d'une création monétaire qui ne soit plus « au strict bénéfice des grandes entreprises » mais de la masse des citoyens touchés par la crise, « sans oublier les plus démunis ». Elle avance l'idée de « monnaie hélicoptère ». Autrement dit : une distribution massive d'argent sur le compte des particuliers.

Ce type de mesure, d'évidence dévouée à stimuler la demande, risque cependant d'avoir un effet provisoire et donc surtout palliatif. Les poids lourds de l'économie mondiale n'y sont pas hostiles. Eux qui ne voient forcément pas d'un bon œil la perspective d'un effondrement généralisé du pouvoir d'achat de leur clientèle populaire. Au point que Donald Trump a décidé d'envoyer des chèques de crédits d'impôt d'environ 1200 dollars aux contribuables des États-Unis. Mesure qui ne compensera que très imparfaitement les pertes d'emplois, et donc de salaires et d'assurances sociales, annoncées par dizaines de millions.

La contradiction est de taille. Elle ne semble pas avoir échappé aux rédacteurs du « plan universel » d'Oxfam, qui insistent sur « le besoin de conditionner les aides », les subventions et donc l'affectation de la monnaie nouvellement créée aux grands choix de gestion des entreprises. Pour qu'elles mettent enfin la barre « sur le social et l'environnement » afin « de respecter les objectifs des accords de Paris sur le climat ». Création monétaire pour échapper au diktat des marchés financiers et sélectivité du crédit sont bien au menu de l'alternative à la crise vertigineuse qui menace le genre humain. ♦

**BRUNO ODENT**